

mente pour autant. Quant aux entreprises, elles haussent leurs prix. Chacun essaie de se protéger de sorte que lorsque le gouvernement joue ce jeu il ne fait que contribuer à l'inflation et ajouter au fardeau des générations futures.

Le gouvernement doit adopter une attitude ouverte et honnête à l'égard des dépenses, et il doit le faire sans tarder. J'invite les membres du gouvernement à relire le rapport de 1976 du Vérificateur général ainsi que le rapport de 1974 de l'Institut C.D. Howe. Ils devraient aussi relire le rapport définitif de la Commission Lambert sur la gestion et la comptabilité financières et, pour l'amour du ciel, amorcer au plus tôt l'application de ces recommandations. Ce n'est pas assez de faire des discours tous les ans pour dire que nous sommes en période de restrictions et que le gouvernement s'emploie à contrôler ses dépenses.

Depuis que je siége à la Chambre, et certainement depuis les cinq dernières années, tous les ministres des Finances et les présidents du Conseil du Trésor qui se sont succédé ont répété la même chose: nous nous employons à contrôler les dépenses du gouvernement et nous allons réduire le déficit. Chacun d'entre eux a fait cette déclaration et pourtant, le déficit ne cesse de s'accroître, et il en va de même pour l'inflation et le chômage. Nous sommes à bord d'un véhicule emballé qui nous mène tout droit au désastre. L'économie du pays est dans la même situation que la société Massey-Ferguson, c'est-à-dire qu'elle est fondamentalement saine et bien gérée, mais endettée par dessus la tête et sans espoir de s'en sortir. Contrairement à Massey-Ferguson et à Chrysler, nous n'avons pas de Grand Frère pour nous porter secours. Comme je présume que nous ne serons plus ici et que c'est la prochaine génération qui fera les frais du déficit, pourquoi diable s'en préoccuper? Dans l'intervalle, le gouvernement se sera attiré des louanges.

John Turner et Donald Macdonald sont censés être d'éminents conservateurs en matière fiscale, à cause des nombreux discours qu'ils ont prononcés pour nous expliquer comment ils contrôlaient les dépenses. J'ai entendu leurs discours, comme tout le monde. Ces deux types sont d'excellents conservateurs en matière fiscale; telle est leur réputation. Néanmoins, quand on examine ce qui s'est passé alors qu'ils étaient en fonctions, on constate que c'est à compter de cette époque que notre régime a vraiment commencé à se détériorer. Ces grands conservateurs fiscaux sont ceux qui rendent la situation intenable au ministre actuel des Finances qui est, je crois, un homme honnête et sincère, désireux de la bonne besogne. Il trouve cela très difficile à cause de l'héritage de ses prédécesseurs.

Que ce soit difficile ou non, j'espère que le ministre des Finances aura le courage de prendre les décisions impopulaires qui s'imposeront sans laisser l'ambition et l'espoir d'accéder à des postes plus prestigieux détourner son attention de la froide réalité. J'espère qu'il prendra ces décisions difficiles et qu'il réussira à resserrer les cordons de la bourse de manière à ce que dans un an, nous ne nous retrouvions pas de nouveau ici à discuter de pouvoir d'emprunt parce que le gouvernement aura besoin de 17 misérables milliards pour financer ses dépenses et les merveilleux programmes que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a mis sur pied, notamment le programme PACLE, le programme LAP et combien d'autres.

Pour conclure, je ne veux pas mettre en doute l'intégrité du ministre d'État aux Finances ou du ministre des Finances, mais j'ai déjà entendu des discours qui, comme les leurs,

Pouvoir d'emprunt

promettaient une réduction des dépenses et du déficit. J'ai entendu ce genre de discours au moins cinq fois au cours des cinq dernières années. Les mesures prises par la suite ont toujours été contraires à ce qu'on avait promis. En toute honnêteté, je vais attendre de voir ce qui va arriver avant d'y croire car je ne peux croire sur parole de telles déclarations. J'espère me tromper; j'espère que le ministre et le gouvernement disent vrai et que nous aurons enfin un ministre des Finances qui assumera ses responsabilités au lieu de faire preuve d'opportunisme politique. J'en doute lorsque je pense à son Programme énergétique national. A cet égard, il a visiblement pensé d'abord à ses intérêts politiques au détriment de ceux du pays. Je vous remercie, monsieur l'Orateur.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'espérais que nous aurions droit à une autre intervention du gouvernement à ce stade-ci. Après tout, c'est au gouvernement d'essayer de justifier son pouvoir d'emprunter. Ce n'est pas à l'opposition de démontrer l'inopportunité de lui accorder un tel pouvoir. La raison pour laquelle ce projet de loi se trouve maintenant dans une telle situation—je fais appel à ma mémoire et à des années de participation aux débats—est que le gouvernement a voulu faire le malin. Cette année, il a essayé de le glisser dans un projet de loi fiscal. J'ignore d'où les mandarins du ministère des Finances tiennent l'idée qu'ils peuvent, d'une façon ou d'une autre, faire adopter de telles mesures à l'insu du Parlement.

M. Evans: C'est une question de précédent.

● (1510)

M. Lambert: Ce n'est pas une question de précédent, comme vient de le dire le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans). Des changements ont été apportés au Règlement de la Chambre. Je me souviens des pouvoirs d'emprunter et des bills de subsides qui étaient débattus à la Chambre avant 1969; on avait l'habitude de glisser ces mesures de façon déguisée et le gouvernement n'avouait que rarement la nécessité d'accroître son pouvoir d'emprunt. Ce n'est qu'à compter du moment où la gestion monétaire et financière a commencé à se gâter que nous avons vu le pouvoir d'emprunt s'accroître sans cesse à mesure que les déficits s'accumulaient. Il devient presque impossible de se rappeler si le déficit accumulé est de 50 milliards ou de 60 milliards de dollars. On se demande ce que nous réservent pour cette année et pour l'année prochaine les programmes de dépense accumulée du gouvernement, qui résultent des pressions inflationnistes et de l'effort incessant du gouvernement pour s'en sortir?

Je me souviens de 1963, l'année où Walter Gordon, le nouveau messie financier à l'horizon, a présenté un budget global de 6.3 milliards de dollars. Depuis lors, nous assistons à une constante surenchère des excès budgétaires, en dépit des prétendus efforts du premier ministre actuel (M. Trudeau) qui dirige en principe le gouvernement. Du point de vue de la fiscalité, il ne se soucie guère du sort de l'économie, si occupé qu'il est à donner la chasse au grand lièvre rouge de la réforme constitutionnelle en entraînant la population canadienne. J'ai bien dit donner la chasse, non pas donner le change. Néron jouait de la lyre tandis que Rome brûlait; du point de vue économique, ce sont des symphonies complètes de musique impertinente que le premier ministre dirige, tandis que notre économie s'effondre. Pour parler net, il n'a rien fait de toute